

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

D<sup>er</sup> N° 6.130<sup>48</sup>; Aff. : Portalis.

N° 6.130<sup>48</sup>

Curage.

Service Central :

Consultation d'Agent.  
Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Aff. Portalis.

Curage d'un fossé mitoyen.

Le propriétaire riverain doit-il, avant de faire curer le fossé et d'adresser la note de  $\frac{1}{2}$  de frais à son voisin, s'entendre avec lui pour l'exécution des travaux ?

Le propriétaire peut-il exiger que son voisin cure et approfondisse un fossé, vis entièrement sur la propriété dudit voisin, mais qui trouble l'écoulement du fossé mitoyen ?

Références :

Observations :

## N O T E

---

1° - Un propriétaire riverain peut-il d'office, sans en référer à son voisin, faire curer un fossé mitoyen sur une longueur de 2 kms 500 et ensuite adresser à ce voisin la note des frais de curage par moitié, avec injonction de régler dans la quinzaine, le tout sur la base de l'entretien commun prévu à l'article 667 du Code Civil. Le propriétaire riverain ne devait-il pas auparavant s'entendre avec son voisin pour l'exécution des travaux, la passation du marché de curage, l'examen de l'utilité et de l'importance du curage?

2° - Ce même propriétaire riverain peut-il exiger que son voisin cure et approfondisse à ses frais, un fossé sis entièrement sur la propriété dudit voisin qu'il traverse en diagonale, sous le prétexte que les eaux de ce fossé "égouttent" dans le fossé mitoyen et troublent l'écoulement de celui-ci?

De même qu'ils en ont la jouissance, de même les deux co-propriétaires ont la charge corrélative d'entretenir à frais communs le fossé mitoyen.

Le principal entretien des fossés consiste dans le curage.

Le curage se fait généralement en prenant le milieu du fossé et en enlevant la vase chacun en face de son fonds. Quelquefois, il est procédé au curage alternativement par chaque propriétaire qui le fait en totalité. D'autres fois, il est procédé simultanément par chaque riverain chacun son bout, c'est-à-dire que le fossé est partagé en deux tronçons d'égale longueur que les deux voisins entretiennent des deux côtés comme ils l'entendent et chacun pour sa part. (Cf. Carpentier, v° Fossé N° 88).

En tout état de cause, les propriétaires dont un fossé sépare les héritages ne peuvent, sous aucun prétexte, refuser de concourir au curage qui donne même lieu à des mesures de police. (Jurisprudence Gale Dalloz, v° Servitude



N° 571).

L'article 667 précise, d'ailleurs, que le fossé commun doit être entretenu à frais communs. Chacun des propriétaires est tenu de l'entretien et du curage en proportion de son intérêt. (Cf. Code Perrin, v° Fossés séparatifs ou de clôture, N° 2261). Les frais ne seraient à la charge exclusive de l'un d'eux, que s'il avait rendu les réparations nécessaires par son fait.

Ce principe est le même que celui consacré par l'article 655 qui édicte, en règle générale, que la réparation et la reconstruction d'un mur mitoyen doivent être supportées par ceux qui y ont droit et proportionnellement aux droits de chacun.

Chaque co-propriétaire peut donc contraindre l'autre à contribuer aux dépenses de réparation ou de reconstruction, pourvu que ces dépenses soient jugées nécessaires aux fins d'utiliser le mur conformément à sa destination. (Planiol et Ripert, t. III, N° 310).

Il a été jugé à ce sujet par le Tribunal de Paix de Pertuis que le co-propriétaire d'une clôture mitoyenne qui, sans en avoir fait constater contradictoirement le mauvais état, a agi sans le consentement de l'autre propriétaire, ou en l'absence d'un jugement ou d'une autorisation constatant la nécessité des travaux exécutés, est déchu du droit de contraindre son co-propriétaire à contribuer à la reconstruction et doit supporter seul tous les frais. (Trib. Paix Pertuis, 22 mars 1907, Moniteur des Juges de Paix 1907 p. 363).

Mais il en irait autrement si les travaux avaient réellement profité aux deux co-propriétaires. Celui qui les aurait exécutés aurait alors contre son voisin une action qui paraît être l'action "de in rem verso". Cette action, dérivant du principe d'équité qui défend de s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui, n'ayant été réglementée par aucun texte de loi, son exercice n'est soumis à aucune condition déterminée; elle suppose l'existence d'un avantage procuré par une personne à une autre personne; il suffit, pour la rendre recevable, que le demandeur allègue et offre d'établir l'existence d'un avantage qu'il aurait, par un sacrifice ou un fait personnel, procuré à celui contre lequel il agit.

Jugé ainsi que l'individu qui, sans avoir été commandé par un propriétaire riverain d'un fossé d'écoulement d'eau, a exécuté dans la partie du fossé longeant le fonds de ce propriétaire des travaux de nettoyage profitables à ce dernier, est en droit, au moyen de l'action "de in rem verso",

de lui en réclamer le paiement (Trib. Paix Châteaurenard, 6 décembre 1920, Journ. des Juges de Paix 1921 p. 280).

Dans l'espèce, il n'est pas douteux que le propriétaire, qui a pris l'initiative du curage du fossé mitoyen, aurait dû auparavant s'entendre avec son voisin pour l'exécution des travaux; mais si, en fait, l'utilité et l'opportunité de ces travaux étaient incontestables - ce dont il lui appartiendra de justifier - l'autre propriétaire devrait rembourser à son co-propriétaire la moitié des dépenses exposées dans un intérêt commun.

Le droit de propriété n'étant pas contesté, c'est le Juge de Paix qui, à défaut d'accord entre les deux co-propriétaires, serait compétent pour connaître de la difficulté.

Le fonds, sur lequel est situé le fossé dont les eaux "égouttent" dans le fossé mitoyen et troublent son régime, joue le rôle de fonds supérieur vis-à-vis du fonds voisin. Il fait, en effet, peser une véritable servitude d'écoulement (art. 640 C. Civ.) sur un fossé qui est commun aux deux propriétés riveraines. Sans doute, le propriétaire, sur le fonds duquel est situé le fossé litigieux, ne peut-il rien faire qui aggrave la servitude; il ne peut pas modifier l'écoulement naturel des eaux, grossir artificiellement le volume des eaux qui égouttent dans le fossé mitoyen. Mais le voisin ne pourrait demander la cessation d'un état de choses qui lui est préjudiciable que si cette aggravation d'une servitude naturelle était artificielle. Il serait sans recours contre une aggravation qui résulterait d'une cause naturelle.

En l'espèce, si réellement le préjudice invoqué par le voisin provient d'un défaut normal d'entretien, il paraît bien qu'on ne puisse soutenir que le propriétaire du fossé doit être mis hors de cause. C'est, en effet, par son abstention qu'un dommage est causé au voisin et non par un événement purement extérieur; et la règle générale de l'article 1382 C. Civ. doit recevoir application. Si donc, le propriétaire persiste à ne rien faire pour modifier l'état de choses, il pourra être condamné à une réparation civile, en nature au besoin avec astreinte, ou en espèces.

M. Manon

3 et

6130 ML

aff. Pottalis -

q-6-4

Examinez les questions suivantes:

10/ Un propriétaire riverain peut-il, d'office, sans en référer à son voisin, faire creuser une fosse mitoyenne sur une longueur de 2 Km. 500 (à 15<sup>e</sup> le mètre) et ensuite adresser à ce voisin la note des frais de curage par moitié, ~~en l'espace 1875<sup>e</sup>~~, avec injonction de venir dans la quinzaine, le tout sur la base de l'entendement commun prévu à l'art 667 du Code Civil. Le propriétaire riverain ne devait-il pas auparavant s'entendre avec son voisin pour l'exécution des travaux, la répartition du marché de curage, l'épandage de l'effluents et de l'importance du curage? Que doit faire le voisin ainsi mis en demeure de payer? ~~Prendre lecture - faire prudence?~~

20. Ce même propriétaire riverain peut-il éprouver que son



voisin, creuse a approfondi <sup>à 13/100</sup> le foni de ~~1 km. 500~~, ...  
entièrement sur la propriété dudit voisin qu'il traverse en  
diagonale, sous le prétexte que les eaux de ce foni "égouttent"  
dans le foni mitoyen et troublent l'écoulement de celui-ci ?

~~Il n'est pas question de l'abandon de mitoyenneté du foni,  
qui sert à la clôture et à l'écoulement des eaux.~~

De même qu'ils en ont la jouissance, de même les deux copropriétaires ont la charge correlative d'entretien à frais communs le fossé mitoyen (art. 667 § 1 C. civ.).

Le principal entretien du fossé consiste dans le curage.

Le curage se fait généralement en prenant le milieu du fossé et en enlevant la vase chacun en face de son fonds. Quelquefois il est procédé au curage alternativement par chaque propriétaire qui le fait en totalité. D'autres fois, il est procédé simultanément par chaque riverain chacun sur son bout, c'est-à-dire que le fossé est partagé en deux tronçons d'égale longueur que les deux voisins entretiennent des deux côtés comme ils l'entendent et chacun pour sa part. (cf. Carpentier - V.° Fossé - h.° 88).

En tout état de cause, les propriétaires d'un fossé n'ont les héritages ne peuvent, sous aucun prétexte, refuser de concourir à un curage, qui donne même lieu à des menues de police (Dictionnaire de jurisprudence générale Dalloz. V.° Servitude - h.° 571).

L'art. 667 dispose précise, d'ailleurs, que le fossé commun doit être entretenu à frais communs. Chacun des propriétaires est tenu de l'entretien et du curage en proportion de son intérêt. (cf. Code Pénal - V.° Fossés séparatifs ou de clôture - h.° 2251). Les frais ne incombent à la charge exclusive de l'un d'eux, que s'il avait rendu les réparations nécessaires par son fait.

Le principe est le même que celui consacré par l'art. 655 qui édicte, en règle générale, que la réparation et la reconstruction d'un mur mitoyen doivent être supportées par ceux qui y ont droit et proportionnellement aux droits de chacun.

Chaque copropriétaire l'est donc contraint de l'autre à contribuer aux dépenses de réparation ou de reconstruction, pourvu que ces dépenses soient jugées nécessaires aux fins d'utiliser le mur conformément à sa destination (Planiol et Ripert. t. III. n° 310).

+  
[Il a été jugé à ce sujet par la Cour de Paris le 22 mars 1907]

mais le co. propriétaire d'une clôture mitoyenne, qui, sans en avoir fait constater contradictoirement le mauvais état, a agi sans le consentement de l'autre propriétaire, ou en l'absence d'un jugement ou d'une autorisation constatant la nécessité des travaux exécutés, est déchu du droit de contraindre son co. propriétaire à contribuer à la reconstruction et doit supporter seul tous les frais. ~~L'absence par le co. propriétaire d'avoir fait constater, après leur exécution, l'utilité des travaux, de concertation, etc.~~ ~~entraîne pour lui l'obligation de les prendre à sa charge exclusive~~ (C. Trib. Paris Paris. 22 mars 1907.

Instituts des Juges de Paris. 1907. p. 363).

mais il s'en suit autrement que si les travaux avaient réellement profité aux deux co. propriétaires. Celui qui les



auraient exécuté durant plus contre son voisin une action, qui  
paraît être l'action "de in rem verso". Cette action,  
dérivant du principe d'équité qui défend de s'enrichir sans  
cause aux dépens d'autrui, n'ayant été réglementée par aucun  
texte de loi, son exercice n'est soumis à aucune condition  
déterminée; elle suppose l'existence d'un avantage procuré  
par une personne à une autre personne; il suffit, pour la  
rendre recevable, que le demandeur allègue et offre d'établir  
l'existence d'un avantage qu'il aurait, par un sacrifice  
ou un fait personnel, procuré à celui contre lequel il agit.

Juge ainsi que l'individu qui, sans avoir été commandé  
par un propriétaire riverain d'un fossé d'éclaircissement d'eau,  
a exécuté dans la partie du fossé longeant le fonds de ce  
propriétaire des travaux de nettoyage profitables à ce dernier  
est en droit, au moyen de l'action "de in rem verso", de  
lui en réclamer le paiement (Trib. paix Châteaurenard.  
6 Déc. 1920. Journ. des Juges de Paix. 1921. p. 280).

Dans l'espèce, il n'y a pas douteux que le propriétaire,  
qui a pris l'initiative du curage du fossé mitoyen, aurait dû  
auparavant s'entendre avec son voisin pour l'exécution des  
travaux; mais si, en fait, les ~~travaux~~ <sup>et l'opportunité</sup> l'utilité de ces travaux

étant incontestable - ce dont il lui appartiendra de juger justifier.  
l'autre propriétaire devrait rembourser à son co-propriétaire <sup>la moitié</sup> des  
dépenses faites dans un intérêt commun.

Le droit de propriété du r' étant pas contesté, c'est le  
jugé de fait qui, à défaut d'accord entre les deux co-propriétaires,  
était compétent pour connaître de la difficulté.

Le fonds sur lequel est situé  
II. Le fossé dont les eaux "égarrent" dans le fossé

mitoyen et trouble son régime, <sup>fonds voisins</sup> joue le rôle de fonds  
voisins voisins du ~~bien~~ co-propriétaires. Il fait, en  
d'ensemble (art. 640 C. civ.).  
est, pour une véritable servitude sur un fossé qui se

communique de commun aux deux propriétés riveraines.  
sans doute, le propriétaire, sur le fonds duquel est situé le

fossé ~~litigieux~~ litigieux, ne peut-il rien faire pour qui aggrave  
la servitude ; il ne peut pas modifier l'écoulement naturel de

l'eau, grossi artificiellement le volume des eaux qui  
égarrent dans le fossé mitoyen. Mais le voisin ne pourrait

demandeur la cessation d'un état de chose qui lui est préjudiciable  
que si cette aggravation est due d'une servitude naturelle

et non d'une aggravation artificielle. Il n'est sans recours contre une aggravation  
qui résulterait d'une cause naturelle, <sup>il ne pourrait</sup> ~~notamment~~  
causer le curage et l'approfondissement du fossé.

pas son attention qui un  
d'usage et comme au voisin  
est recouvert par un  
et la règle juridique est art. 1382  
pour modifier l'état  
à réparation avec  
+ En l'espèce, si  
voulant les  
propres, un qui  
sur le voisin, ne peut  
provenir d'une aggrava-  
normal d'écoulement  
il paraît bien qu'on  
le peut soutenir  
que le propriétaire  
du fossé doit  
mes hors  
c'est, en effet